

ITV de Philippe GOMES sur Océane FM le 29 novembre 2011

1) Sur la déclaration de politique « très générale » du gouvernement MARTIN et le fonctionnement du gouvernement, les 26% d'Areva et le code de la citoyenneté.

Journaliste : Philippe Gomès, bonjour !

Philippe Gomès : Bonjour !

Journaliste : Hier, c'était le discours de politique générale d'Harold Martin, président du gouvernement. Les élus Calédonie ensemble du gouvernement, dont vous-même, ont boycotté la séance, tout comme les élus du congrès. Pourquoi l'avoir fait, sachant qu'Harold Martin, indiquait hier, vous avoir envoyé un mail pour avoir vos propositions et que ce mail fut, d'après lui, sans retour ?

Philippe Gomès : Il manque pas de toupet, Harold Martin, et tout le monde le sait dans ce pays. Plus sérieusement, nous avons effectivement été invités à participer à la rédaction de cette déclaration de politique générale. Et nous avons indiqué que nous étions prêts à y participer, à la condition qu'on règle les questions fondamentales qui ne sont toujours pas réglées au sein du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, c'est-à-dire, un : une répartition des portefeuilles entre les différents membres, qui soit consensuelle, c'est le principe-même de l'Accord. Le gouvernement est proportionnel, collégial et solidaire. **On ne peut pas imposer à un membre du gouvernement une compétence qu'il ne veut pas exercer.** Or, c'est ce qu'ils ont fait, et je dirais de manière caricaturale. Tout le monde sait que la miss météo, elle est au sein du gouvernement, c'est Hélène Iekawé. On est le seul gouvernement du monde à avoir un ministre de la météo. Qui l'a fait ? La coalition. C'est quand même extraordinaire et il faut le rappeler. Ça, c'est le premier sujet. Nous sommes d'accord pour avoir des secteurs limités, mais au moins que nous soyons susceptibles de les accepter. Le deuxième sujet préalable, c'était que la collégialité soit respectée au sein du gouvernement. Là, il y a un gouvernement, en réalité, à deux vitesses. **Il y a une collégialité formelle, d'apparat, d'apparence, qui nous réunit une heure par semaine le jeudi.** C'est Philippe Dunoyer qui représente les membres de Calédonie ensemble à cette collégialité. Et puis, il y a une vraie collégialité, entre eux, celle de la coalition, qui là, prend le temps nécessaire. Ça non plus, ça n'est pas acceptable. Et puis, enfin, je rappelle que pour la première fois dans l'histoire du pays, un groupe politique, qui est Calédonie ensemble, qui représente 16 mille Calédoniens, qui a 12 élus au Congrès de la Nouvelle-Calédonie, sur 54, quand le Rassemblement UMP en a 13 et l'UC, 12, c'est pour dire quand même le poids que nous avons aujourd'hui au sein des institutions du pays, **c'est la première fois dans l'histoire du pays qu'un groupe politique de cette importance est purgé, je dis bien purgé, de toutes les commissions, de**

tous les conseils d'administration, de tous les comités du pays, puisque sur les 150 représentations qui existent aujourd'hui, nous en avons, en tout et pour tout, une dizaine. C'est dire à quel point nous avons été marginalisés dans l'espace institutionnel et politique calédonien. C'est une logique d'exclusion qui est mise en œuvre par la coalition. Cette logique d'exclusion concerne aussi l'UNI et Déwé Gorodey. Je rappelle que Déwé Gorodey, au titre de la déclaration de politique générale n'a pas non plus été consultée par la coalition, que le discours n'a pas été communiqué et qu'elle a dû le découvrir, elle-même, en même temps que nous. C'est pour ça qu'on dit, à Calédonie ensemble, la déclaration de politique générale du gouvernement qui, logiquement, est le point d'orgue du consensus gouvernemental...

Journaliste : Et sa feuille de route

Philippe Gomès : La feuille de route. Ça a toujours été comme ça, dans l'histoire du pays, depuis le gouvernement Lèques, en passant par le gouvernement Frogier, Thémereau, celui que j'ai présidé, ça a toujours été comme ça. Ça n'a pas été donc le point d'orgue du consensus gouvernemental, ça a été, au contraire, l'illustration de la fracture qui existe aujourd'hui, et **cette déclaration, c'est uniquement une déclaration de la coalition, et sûrement pas une déclaration du gouvernement.**

Journaliste : Calédonie ensemble n'est plus à la direction de la province Sud, ses membres au gouvernement se disent marginalisés. Vous-même, vous venez d'employer un mot fort : purge. On voit bien à quoi vous faites allusion. Comment analysez-vous cette nouvelle donne ? Est-ce que, d'après vous, il y aurait un lien avec les démissions du gouvernement que vous avez pratiquées ? Est-ce que c'est une façon de vous faire payer ?

Philippe Gomès : De me faire payer ? À votre avis ? Bien sûr que c'est une façon de nous faire payer. **On est punis, parce qu'on s'est pas couchés.** Vous comprenez, il fallait qu'on se couche, qu'on se couche sur le drapeau, qu'on accepte que le drapeau du FLNKS soit hissé, alors que rien dans l'Accord de Nouméa le prévoit, alors que ce drapeau est un drapeau qui divise le peuple, on s'en rend compte chaque jour davantage, parce qu'on s'est pas couchés quand ils ont renversé le gouvernement et qu'on s'est effectivement battus. Mais on s'est battus pourquoi ? **On s'est battus pour redonner la parole au peuple.** Tout est possible en démocratie, à partir du moment où le peuple l'a décidé. Est-ce que le peuple a décidé le drapeau ? Non. Est-ce que le peuple a décidé de renverser le gouvernement ? Non. Est-ce qu'il a décidé qu'une coalition devait être faite avec les indépendantistes et le Rassemblement UMP ? Non. Et donc, toutes ces choses-là ayant été décidées dans son dos, il nous a semblé légitime de démissionner à plusieurs reprises, à trois reprises, du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie pour que, au bout du compte, le Congrès soit dissout, et provoquer de nouvelles élections. Si le peuple calédonien décide que la politique qui est suivie, c'est la bonne et qu'il

faut qu'elle soit poursuivie, à partir de ce moment-là, il aurait remis, avec encore plus de force, probablement, les mêmes formations politiques au Congrès. Par contre, il aurait pu dire aussi : nous ne sommes pas d'accord avec ça, et nous considérons que les formations qui s'opposent à ça, comme Calédonie ensemble, sont des formations que nous devons soutenir. C'est ça, pour nous, qui est essentiel, c'est le respect de la démocratie. **Le peuple n'a pas eu la parole, mais nous espérons que le peuple va enfin l'avoir, parce qu'on ne peut pas continuer dans la voie dans laquelle on est engagés, sans qu'à un moment donné les Calédoniens disent ce qu'ils veulent pour leur pays.** Et donc, le peuple aura la parole bientôt, c'est dans pas longtemps, c'est en juin 2012. Alors, certes, on va me dire : mais juin 2012, c'est l'élection de deux députés, après les élections présidentielles...

Journaliste : Philippe Gomès, on va y revenir.

Philippe Gomès : On y reviendra, mais c'est important, parce que c'est le seul moment où le peuple va pouvoir parler. Vous savez, il en a envie, de parler, je crois, le peuple. Dans les différentes tournées que je fais, j'entends des gens qui sont assez agacés, ou, le cas échéant, très mal dans leur vie et dans leur peau, du fait de la trahison qu'ils ont subie par rapport à certaines formations à qui ils avaient accordé leur suffrage, et qui, aujourd'hui, leur font faux bond.

Journaliste : Comment avez-vous trouvé le discours de politique générale d'Harold Martin ? Et, y a-t-il une ou des mesures qui vous satisfassent ?

Philippe Gomès : D'abord, **je l'ai trouvé d'un vide sidéral.** Vous savez, dans la galaxie, il y a des trous noirs. On est vraiment rentrés dans un trou. C'est le vide intégral. Il fallait qu'il fasse un discours, donc, il a fini par le faire. J'aime bien le titre des Nouvelles, parce qu'il est amusant, il dit : un discours de politique très général. Ça veut tout dire : il y a rien dedans. Par contre, il dit des choses, les seules choses bien qu'il dit, je vais les lire, il dit : « *le 31 août 2009, une très bonne déclaration de politique générale nous a été présentée (donc, c'est celle que j'avais faite) à laquelle nous avons, les uns et les autres, globalement adhéré. Loin de nous l'idée de revenir sur ces engagements.* » Et puis, il dit, un peu plus loin, dans son discours : « *enseignement et développement durable, énergie, agriculture, enseignement, télécommunications, culture, sports, ou encore intégration régionale, autant de thèmes que je n'ai pas développés, mais qui étaient développés dans la précédente déclaration de politique générale, dans laquelle l'action du gouvernement actuel s'inscrit.* » **On a envie de dire : tout ça pour ça ? Donc voilà de quoi la coalition a accouché.** La coalition a accouché, après neuf mois de gestation, quand même, c'est pas rien, enfin ce que je veux dire, c'est que le « brain trust » de la coalition a eu le temps de réfléchir au projet de société qu'ils allaient proposer aux Calédoniens, dans le domaine économique, dans le domaine social, dans le domaine politique, et à la sortie, c'est pour dire : non, non, ne vous inquiétez pas, on va continuer à faire

ce que Philippe Gomès avait dit dans sa déclaration de politique générale au 31 août 2009.

Journaliste : C'est une continuité dans l'action.

Philippe Gomès : C'est pas une continuité dans l'action. Je ne sais pas ce que c'est, mais en tout cas ça a été déclaré. C'est surtout, à mon avis..., ça illustre que cette coalition est une coalition d'opportunisme qui est surtout basée, comme l'a dit d'ailleurs Elie Poigoune, très justement, sur un partage des postes et des prébendes, mais que **ce qui rassemble Louis Kotra Uregei qui œuvre pour Kanaky 2014 et Pierre Frogier qui voulait purger l'indépendance aux dernières élections, je sais pas trop..., si, ce n'est une alliance d'intérêts**. Mais sur le fond, hélas, la déclaration de la coalition qui vient d'être faite témoigne que le lien est insuffisant pour donner lieu à un véritable discours politique.

Journaliste : Vous faites quand même partie de la même famille politique. Y a-t-il quand même des mesures qui vous satisfassent dans ce qui a été dit ?

Philippe Gomès : Il y a rien. Il faut que vous lisiez..., alors j'ai trouvé deux mesures. Alors, est-ce que vous voulez que je m'exprime sur le chèque repas ?

Journaliste : Allez-y !

Philippe Gomès : Ce que je voulais dire, c'est que la mesure phare de cette déclaration, c'est le chèque repas. Il y en a deux autres, par contre, l'une me fait sourire et l'autre m'inquiète, donc je vais quand même en parler. La première, c'est qu'on va demander à l'État de financer le rachat des parts d'Areva dans Eramet.

Journaliste : 26 %

Philippe Gomès : Areva dispose de 26 % dans le capital d'Eramet, et Eramet est propriétaire majoritaire de la SLN. Donc, franchement, essayer de faire croire aux Calédoniens qu'au moment où la Grèce est au bord du dépôt de bilan, que l'Italie est au bord de la faillite, que la France risque de perdre son triple A, au mois de mars, que l'Espagne, le Portugal et l'Irlande sont dans un état semi-comateux, qu'on a fait deux plans de rigueur, et qu'aujourd'hui l'Europe nous dise : c'est insuffisant, vous devez faire un troisième plan de rigueur, au moins 8 milliards d'euros, si vous voulez continuer à vous financer à des taux sur le marché qui restent des taux acceptables. Je rappelle que la France se finance aujourd'hui à 3,5 % quand l'Allemagne est à 1,7 et l'Italie à 7 %. Donc, on voit l'intérêt de financer des dettes à des taux corrects. Et donc, dans ce contexte-là, où un monde s'écroule, et que tous les dirigeants européens, dont le président de la République française, sont arc-boutés pour éviter l'écroulement définitif, on va nous financer le rachat des parts d'Areva dans Eramet. Faire miroiter ça aux Calédoniens, je trouve que c'est vraiment indigne. Par contre,

Calédonie ensemble, s'est toujours prononcé pour que la STCPI qui porte les intérêts de la Nouvelle-Calédonie au sein de la SLN puisse disposer de 51 % des parts au sein de la SLN, et nous, nous allons pas demander à l'État quoi que ce soit, nous avons la capacité de le faire, parce que je rappelle que la STCPI a, non seulement, aujourd'hui, 34 % dans la SLN, mais aussi 4 % dans Eramet, la maison mère, et donc, il faut et il suffit de transformer la majorité de ces 4 % en 16 % supplémentaires au sein de la SLN, ce qui nous permettrait de devenir majoritaires. Donc, quand on dit, nous, à Calédonie ensemble : il faut qu'on puisse disposer de la maîtrise de l'outil SLN et du domaine minier qui va avec, puisque la SLN a, à elle seule, 70 % du domaine minier du pays, on fait une proposition, et en même temps, on met à côté comment financer cette proposition. **La deuxième observation, c'est sur le code de la nationalité...**, de la citoyenneté, mon lapsus est révélateur, parce que bien évidemment, qu'est-ce que ça vient faire à la fin du discours ? Ça tombe un peu comme un cheveu dans soupe au dernier moment. On sent que ça a été un compromis de couloir. Avec qui ? **Avec l'UC et le Parti travailliste, bien sûr, puisqu'aujourd'hui le Rassemblement UMP et l'Avenir ensemble sont otages de ces mouvements politiques**, donc, une combine de couloir, pour dire : nous, on veut des trucs sur la citoyenneté, il faut des trucs sur la citoyenneté, parce que, bien évidemment, dans la logique indépendantiste, la nationalité viendra lorsque le pays qu'il souhaite sera, le cas échéant, ce qui n'est pas mon choix, devenu indépendant, la nationalité succédera à la citoyenneté calédonienne telle qu'elle est prévue. On voit qu'à la fin du discours, il indique : on va dire les droits du citoyen, les devoirs du citoyen, et puis comment on devient citoyen. Et puis on nous dit qu'on va modifier la loi organique pour ça. Alors, là, je vais vous dire tout de suite : je suis extrêmement inquiet. Parce qu'on nous a déjà fait le coup avec le drapeau, de modifier l'Accord de Nouméa qui, lui, a une vraie légitimité, il a été soumis au peuple, il a été approuvé par le peuple à hauteur de 72 % des voix, donc c'est un accord qui fonde aujourd'hui notre vie politique et nos institutions et le schéma politique dans lequel nous avançons. **Donc, cet accord a déjà été ébréché par l'affaire du drapeau qui a été faite dans le dos des Calédoniens sans légitimité démocratique. Si maintenant on continue à corriger l'Accord dans le domaine de la citoyenneté**, qui est quand même un domaine essentiel, qui avait donné lieu à de nombreuses discussions, à partir de ce moment-là je suis extrêmement inquiet, **parce qu'une nouvelle fois ça va être fait dans le dos du peuple**, et une nouvelle fois, à mon avis, ça n'apportera rien de bon au pays. Donc, **nous nous opposerons de toutes nos forces, à Calédonie ensemble, pour qu'une nouvelle modification de l'Accord de Nouméa sur la citoyenneté, dans le dos du peuple, soit effectuée par la coalition.**

Journaliste : On parle beaucoup du drapeau, on parle pas forcément de la monnaie. Avoir une monnaie identitaire, est-ce qu'aujourd'hui c'est toujours d'actualité, ou est-ce que l'euro serait-il en train de revenir aux avant-postes ?

Philippe Gomès : Il en est de la monnaie comme il en est de l'indépendance. Il y a une grande époque dans l'histoire du monde, c'est les années 50 et 60. C'était la grande vague de décolonisations. Les États nouveaux souhaitaient pouvoir affirmer leur indépendance, avoir leur siège à l'ONU, c'était la grande époque des pays non-alignés, comme on disait, et chaque pays voulait sa monnaie, voulait sa défense, voulait son ministre des affaires étrangères. C'était un moment de l'histoire du monde. Aujourd'hui, c'est une autre histoire du monde, au 21^e siècle qui est en train de s'écrire. C'est une histoire du monde où, au contraire, les actions séparatistes, sécessionnistes des pays qui cherchent à exister par eux-mêmes sont en train de disparaître, et où, au contraire, les pays se rassemblent pour essayer d'exercer en commun les compétences qu'avant on voulait exercer tout seul, c'est-à-dire, les compétences régaliennes, les compétences de souveraineté, dont la monnaie, la justice, la défense, l'ordre public et les relations étrangères. Regardez l'Europe. Qu'est-ce qu'on dit aujourd'hui en Europe ? On a fait la monnaie unique, mais c'est pas assez. Il aurait fallu qu'on fasse une Europe fédérale, des États-Unis d'Europe, avec un gouvernement économique, avec un gouvernement fiscal, de façon à ce qu'on soit plus forts à l'échelle du monde.

Journaliste : On a même parlé d'une défense commune.

Philippe Gomès : D'une défense commune, et probablement, au bout du compte, d'un ministre des affaires étrangères qui sera un ministre des affaires étrangères européen. Comment voulez-vous que dans le monde d'aujourd'hui la voix de l'Espagne, du Portugal, de l'Italie ou de la France, elle compte ? C'est impossible. C'est pour ça qu'il faut aller vers une Europe plus intégrée où on exerce ensemble des compétences de souveraineté pour exister à l'échelle du monde. **Et nous, petite terre, perdue dans le Pacifique, de 250 mille habitants, en 2011, on va dire : tiens, nous, on va devenir indépendants.** Non, non, nous, on va faire tout, tout seuls, on est plus malins que tout le monde, c'est bien connu. Non, c'est vraiment pas sérieux. Le monde a évolué. Aujourd'hui, deux enfants sur trois qui naissent à l'échelle de la planète, ils sont indiens ou ils sont chinois. C'est un nouveau monde qui est en train de s'écrire. Donc, **la Nouvelle-Calédonie, là-dessus, elle a une chance fabuleuse, fabuleuse : c'est d'avoir une quille. Une quille. Et cette quille, c'est son lien avec la France et avec l'Europe, alors que, combien d'États dans la zone, insulaires, sont des petites coquilles de noix qui avancent au gré des vagues et du vent, et le vent et les vagues, aujourd'hui, c'est plutôt les Chinois qui les animent et qui sont en train de préempter la souveraineté de chacun de ces États.** Donc, la monnaie, puisque c'est votre question : surtout ne pas aller s'aventurer dans la création d'une monnaie quelconque, qu'on puisse, à terme, permettre à l'euro d'exister en Nouvelle-Calédonie, en prenant toutes les mesures nécessaires, notamment pour éviter le phénomène inflationniste très puissant qu'on a connu en France et en Europe lorsque l'euro a été installé, mais oui, au même titre qu'on a besoin d'un lien avec la France et avec l'Europe, on a besoin aussi d'une monnaie qui concrétise ce lien-là.